

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotzkiste)

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 20 DÉCEMBRE 2025 - n° 1362

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Élections municipales de mars 2026

Des listes communistes révolutionnaires !

Les élections municipales auront lieu les dimanches 15 et 22 mars 2026. Combat ouvrier prendra part à ces élections pour faire entendre le camp des travailleurs contre le système capitaliste et les séquelles du colonialisme.

Nous présentons une liste à Fort-de-France en Martinique et une liste dans cinq communes en Guadeloupe : à Casterre-Belle-Eau, à Deshaies, au Gosier, aux Abymes et à Pointe-à-Pitre.

Nos listes rassembleront des employés, des ouvriers agricoles, des aides à domicile et des auxiliaires de vie, des chauffeurs, des enseignants et des caissières, des infirmières et des aides-soignantes... décidés à faire entendre leur colère, leurs intérêts et leur conviction qu'il faut exproprier la bourgeoisie, renverser le système capitaliste et en finir avec l'exploitation. Des femmes et hommes ont décidé de se représenter eux-mêmes en tant que travailleurs, parce qu'il n'y a pas à faire confiance aux partis institutionnels car ils sont tous au service de la classe dominante, la bourgeoisie.

Toutes les décisions importantes qui seront prises dans les prochains mois et les prochaines années seront contre les travailleurs et la population pauvre car le véritable pouvoir est aux mains de la grande bourgeoisie, les capitalistes.

Les dirigeants de cette société à leur service nous promettent plus de sacrifices.

Tous les budgets pour les services publics utiles à la population sont réduits. Le budget de la Sécurité sociale approuvé à l'Assemblée nationale le 9 décembre est une véritable

attaque contre les plus pauvres et les malades. Il prévoit la baisse de prise en charge des cures thermales et des médicaments dits à faible service médical rendu, il limite la durée des arrêts maladie.

Le budget de l'Outre-mer quant à lui est menacé d'une diminution de plus de 600 millions d'euros. Cela signifie que les moyens des communes et des Conseils départementaux et régionaux vont diminuer.

Conséquences : des soins médicaux au rabais, plus de routes abîmées, moins de tournées de ramassage d'ordures, moins de crèches municipales, moins d'aides sociales du CCAS (Centre communal d'action sociale), moins de loisirs et d'actions culturelles...

D'autant que tout est pire aux Antilles à cause de la situation coloniale. Le quotidien est encore plus difficile avec le chômage massif, les salaires plus faibles, la vie chère... Selon la Chambre régionale des comptes, au rythme actuel, il n'y aura pas d'eau potable au robinet en Guadeloupe avant 208 ans !

La violence, la criminalité et les comportements à risque sont la conséquence d'une jeunesse maintenue dans la précarité.

L'État veut nous faire les poches pour financer sa prochaine guerre : passer des commandes aux industriels de l'armement, les Thales, les

Dassault. Il va nous imposer plus de taxes et d'impôts (CSG, taxe foncière, TVA...).

Il ne se contentera pas de nous faire les poches. Il enverra nos enfants à la guerre pour servir de chair à canon. Car la bourgeoisie mondiale prépare la troisième guerre mondiale et elle nous le déclare.

Les riches, eux, s'en mettent déjà plein les poches. Il y avait en France 37 milliardaires en 2017. Aujourd'hui en 2025, il y en a 145 ! Et pas question pour l'État de les taxer. Au contraire, il verse plus de 200 milliards de subventions aux grosses entreprises chaque année.

Le Groupe Bernard Hayot (GBH), le plus gros capitaliste des Antilles, a réalisé 229 millions d'euros de bénéfices en 2023 et a été subventionné à hauteur de 55 millions d'argent public soit le quart de ses bénéfices. En tant que travailleuses et travailleurs, nous ne sommes pas voués à obéir. Nous faisons tourner la société, nous avons des idées pour l'organiser et la diriger de sorte qu'elle réponde, enfin, aux besoins de tous !

Notre candidature à ces élections n'est pas ordinaire. C'est un appel à la conscience, à la renaissance de la conscience de classe des travailleurs, des exploités contre un système capitaliste et colonial qui nous écrase de plus en plus !

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

**Martinique
ONF : les salariés ripostent**

LIRE p. 2

**Guadeloupe
France Travail : les agents expriment leur mécontentement**

LIRE p. 2

**Historique
Combat ouvrier et les luttes des années 1970 en Guadeloupe et en Martinique**



LIRE p. 6

**Haiti
Malgré la crise, des ouvriers résistent aux attaques patronales**

LIRE p. 8

Martinique

ONF : les salariés ripostent

Le jeudi 11 décembre, les ouvriers forestiers de l'ONF (Office National des Forêts) se sont mis en grève. Ils ont décidé de s'opposer à la décision de la direction de l'ONF de convoquer en entretien préalable pour sanctionner deux dirigeants syndicaux.

Cette attaque était prévisible. Les dirigeants de l'ONF, nationaux et locaux, n'ont pas supporté les dernières mobilisations des salariés forestiers. Ces mobilisations mettent en cause la politique de l'ONF, qui consiste à ne pas prendre en

compte des revendications moultes fois exprimées.

Au lieu de répondre à ces demandes, la direction de l'ONF a mis en place des procédures d'intimidation, et notamment une enquête à charge, visant les dirigeants du

syndicat.

Mais ce mauvais coup porté contre les salariés a produit un tout autre résultat. Car ce matin-là une cinquantaine de salariés se sont retrouvés mobilisés devant le siège de l'ONF. Le Secrétaire général de la CGTM

ainsi qu'un représentant des salariés de l'ONF de Guadeloupe sont venus témoigner leur soutien.

Pour les salariés forestiers, il n'est pas question de se laisser voler leur mobilisation par ce stratagème patronal !

Martinique La 1ère : mobilisation des salariés

Les programmes de la radio et de la télévision ont été perturbés durant deux jours. Un préavis de grève a été remis le 12 novembre à la direction.

Ce préavis est la conséquence d'un ras-le-bol des personnels. Parmi les dysfonctionnements qui pourrissent les conditions de

travail, deux ont justifié l'appel à la mobilisation de cinq syndicats : le non-paiement des salaires des CDD et la non-remise de plusieurs contrats de travail à durée déterminée.

À Martinique La 1ère, il y a l'image positive que veut renvoyer la direction pour le grand

public d'un côté, et il y a celle qui se déroule dans l'arrière-cuisine. Deux situations radicalement différentes.

Lors d'une réunion tenue en présence d'une inspectrice de la DEETS (direction du travail), les personnels ont exigé que des solutions pérennes soient

trouvées. Faute de quoi, la mobilisation prendra une autre forme dès le 18 décembre 2025 pour une durée non limitée. Par leur mobilisation les salariés ont exprimé leur ras-le-bol derrière la vitrine de la chaîne !

Guadeloupe

France Travail : les agents expriment leur mécontentement

Mardi 9 décembre, 135 agents ont fait grève à France Travail Guadeloupe et îles du nord. Cela représente environ 25% des agents titulaires présents ce jour-là.

À contre-courant des économies budgétaires prononcées par le gouvernement dans les services publics depuis des années, à France Travail, les agents revendentiquent l'embauche de personnel supplémentaire, la titularisation des travailleurs précaires, des moyens en formation pour aider les chômeurs, l'abrogation des règlements de l'assurance chômage qui diminuent les revenus des demandeurs d'emploi, l'abrogation de la loi « Plein emploi »... En Guade-

loupe comme ailleurs, la loi « Plein emploi » avec l'inscription obligatoire des allocataires du RSA et l'obligation de 15 heures d'activité par semaine a eu pour conséquence de multiplier les personnes à suivre sans pour autant leur proposer plus de possibilités d'insertion. Le manque de personnel, la complexité des règles d'assurance chômage, le contrôle tatillon des demandeurs d'emploi, le manque de perspective sont à l'origine d'une montée de

l'agressivité des chômeurs dans les agences. La précarité est une plaie dont souffrent aussi les agents de France Travail qui enchainent les CDD sans espoir de travail pérenne. Les raisons de faire grève ne manquaient donc pas. Une centaine de grévistes se sont rassemblés toute la journée devant la direction régionale de France Travail. Tous les agents qui le souhaitaient ont pris la parole pour dénoncer leurs conditions de travail et appeler à la poursuite de la mobilisation. Ils

ont reçu le soutien de travailleurs du secteur de l'insertion, Mission Locale, Guadeloupe Formation, et d'autres secteurs, dockers du GIE ARÉMA, dirigeants du syndicat Force Ouvrière qui sont passés sur le piquet de grève. Les agents se sont donné rendez-vous en 2026 pour convaincre les indécis et préparer une grève reconductible jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Rest'Antilles : le combat continue

Les salariés se sont mis en grève le 12 novembre pour protester contre leurs conditions dangereuses et le manque de moyens : ils produisent 5 000 repas par jour avec une seule marmite. Ils ont élu un comité de grève pour

diriger leur mouvement. Ils ont suspendu leur grève après des réparations sur les appareils. Ils ont obtenu le paiement des jours de grève. Le gérant refusant d'appliquer les engagements qu'il avait signés, les salariés

ont été obligés de reprendre la grève à deux reprises. Les heures supplémentaires n'avaient pas été payées. Aujourd'hui, les emplois sont menacés car le patron a décidé de déclarer la cessation de paie-

ment de l'entreprise, il cherche sans doute à se venger des grévistes. Cette tactique est bien connue de ces patrons magouilleurs qui sont prêts à tout pour s'enrichir sur le dos des salariés et des collectivités.

CHU : les travailleurs de la blanchisserie toujours mobilisés

La mobilisation se poursuit au sein du service de la blanchisserie, activité indispensable au fonctionnement de l'hôpital.

Depuis la fin septembre, les agents refusent de reprendre le travail dans des conditions indignes.

Au cœur du conflit, l'état des locaux et du matériel. Un rapport d'huissier de justice est venu confirmer ce que les travail-

leurs dénoncent depuis des mois : vétusté des installations, équipements défaillants, pannes à répétition. Ces dysfonctionnements rendent le travail plus pénible et obligent les agents à compenser en permanence pour que le service continue malgré

tout.

Ce constat démontre que la direction ne pouvait ignorer la situation, tant les alertes ont été répétées au fil des années.

Mais au-delà de la blanchisserie, ce mouvement rappelle une réalité partagée par l'ensemble des

services du CHU : manque de personnel, matériels défaillants, conditions de travail dégradées. Et c'est bien par la lutte collective que les travailleurs pourront exiger un hôpital digne de ce nom pour eux-mêmes et pour les usagers.

Quand le logement social devient un danger

Le 12 décembre, un enfant de deux ans est mort aux Abymes, écrasé par une baie vitrée tombée dans l'appartement de sa famille. La douleur est immense.

Au-delà de l'émotion, ce drame pose des questions : dans quelles conditions vivent les familles populaires et qui en porte la responsabilité ? Le bailleur du logement concerné est la Société immobilière de la Guadeloupe (SIG).

Les autorités parlent d'*« accident domestique »*, mais

le hasard ne suffit pas à expliquer qu'une baie vitrée se détache de son rail et s'effondre sur un enfant. Rien n'est accidentel dans un système où l'entretien des logements est sacrifié aux économies budgétaires, où les bailleurs sociaux gèrent la misère comme un stock immobilier, et où la sécurité passe après

les bilans comptables.

L'ironie est cruelle : il y a à peine plus d'un mois, la SIG célébrait en grande pompe les 15 ans de son « centre de relations clientèle », vantant sa capacité à traiter les réclamations techniques... Et aujourd'hui un enfant meurt.

Les élus demandent aujourd'hui

que la lumière soit faite. Mais le vrai regard doit se porter sur le manque d'entretien, les contrôles insuffisants, les logements vieillissants, et sur la logique même d'un système qui accepte que les familles populaires vivent dans des conditions que les classes dirigeantes n'accepteraient jamais pour leurs propres enfants.

Mépris de la justice envers la famille de Claude Jean-Pierre

Claude Jean-Pierre est décédé le 3 décembre 2020 après que des gendarmes l'ont violenté à Deshaies. Depuis, les gendarmes ne sont même pas poursuivis ! La fille de Claude Jean-Pierre et

son conjoint étaient convoqués au tribunal de Basse-Terre le mercredi 12 décembre. Le juge qui les a reçus leur a dit qu'il rentrait en France et que le dossier serait examiné dans six

mois par un autre juge. Cette attitude est un véritable mépris pour la famille. Cela a créé le mécontentement parmi ceux qui étaient venus soutenir la famille. Ils ont fait un barrage devant le

tribunal durant deux jours. Une conférence de presse a été organisée le 14 à Pointe-à-Pitre par la famille et les avocats. Ces derniers sont déterminés à poursuivre le combat.

Martinique

Urgences en grève

Mercredi 10 décembre, les aides-soignants du CHU de Martinique ont lancé un préavis de grève.

Les conditions de l'hôpital sont bien connues de tous : sous-

effectif, épaissement, manque de moyens. Par ailleurs, les aides-soignants font l'un des travaux les plus difficiles de l'hôpital, tout en étant très mal payés. L'effectif a été

réduit de 12 à 8 agents, depuis mars, et ils ne seront que six durant la période de Noël. Toutes ces raisons ont conduit l'équipe à entrer en bataille contre la direction. En tout

cas, les aides-soignants ont montré à leur direction qu'ils n'accepteront pas de voir leurs conditions de travail continuer à se dégrader.

Étudiants de l'IFSI mobilisés contre la précarité

Le 5 décembre, plus de deux cents étudiantes de l'IFSI (Institut de formation en soins infirmiers) étaient mobilisées devant la CTM, Collectivité territoriale de Martinique, pour exiger des explications quant aux bourses attendues et aux dossiers refusés depuis septembre.

C'était une mobilisation pour se faire entendre et lutter contre la précarité étudiante. Le repas, le loyer ou l'essence ? Difficile de faire un choix quand ça touche au minimum vital. Elles ont eu raison de se manifester puisque la CTM, faisant mine de découvrir le problème, a pu leur apporter une information. Les étudiantes ont suspendu la mobilisation le temps de vérifier que

l'argent promis par la CTM arrive bien à destination. Le CROUS a finalement versé les bourses la semaine suivante. Ce n'est pas la première fois que les étudiantes et notamment ceux de l'IFSI ont à montrer leur colère pour obtenir des améliorations qui leur sont dues. Les étudiantes de l'IFSI ont eu raison de se mobiliser, elles se sont fait respecter.



SAUR : la manœuvre a échoué

La direction de la SAUR a convoqué en entretien préalable le principal meneur de la grève de deux mois qui a paralysé l'entreprise et permis aux travailleurs d'obtenir gain de cause.

Reçu le 26 novembre 2025, la direction a tenté de lui faire porter un chapeau qui n'était pas fait pour lui. Tous les ouvriers se sont en effet retrouvés ce jour-là au siège de la société au Robert. Pressentant certainement quelque chose, la direction avait au préalable concocté des plannings d'intervention et d'audit sur tout le territoire

de Cap Nord. Une manière de les tenir éloignés du délégué syndical poursuivi. Mais elle a dû se rendre à l'évidence : les travailleurs ont considéré que cette convocation les concernait également et ils ont été présents du début jusqu'à la fin. La tentative d'intimidation de la direction n'a pas marché.

Maxence Mirabeau, le directeur qui s'est totalement discrédité aux yeux des grévistes en ayant déclaré « ces gens-là » en parlant d'eux, se fait qualifier de « raciste » à l'extérieur, et notamment par des élus de Cap Nord. Lors d'une réunion le 5 novembre 2025, il s'en était pris violemment au délégué syndical, ce qui avait conduit ce

dernier à quitter la réunion. Avec cette procédure, le directeur cherchait simplement à se venger.

Finalement, la direction a reculé. Les jours retenus sur la paie de novembre du délégué lui ont été restitués avant même la notification de la décision. Une leçon que la direction aurait tout intérêt à ne pas oublier.

Martinique

Mobilisations des 2 et 10 décembre 2025

Depuis l'annonce dans le plan Bayrou, le 15 juillet 2025, d'une série de mesures scélérates pénalisant les classes populaires, des appels à la mobilisation des salariés ont été lancés pour dénoncer ces nouvelles attaques.

Ainsi, dans l'Hexagone, quatre syndicats dont la CGT avaient appelé à la mobilisation le 2 décembre pour exiger notamment l'augmentation des salaires et le rejet des mesures d'austérité reprises par le premier ministre Lecornu à la suite de Bayrou. En Martinique, la CGTM avait

appelé à se mobiliser et ce sont près de 200 participants venant du Commerce, de la Santé, du Bâtiment, de la Territoriale (CTM, communes), de l'Agriculture, de l'Éducation, des retraités, etc. qui se sont retrouvés à la Maison des Syndicats. Était également présent le représen-

tant du syndicat Solidaires. Cela a été l'occasion pour les travailleurs d'échanger sur leur situation dans les entreprises, mais aussi sur la nécessité de se regrouper pour se défendre face à la politique du gouvernement au service du patronat. Les participants ont voté l'appel à une

nouvelle mobilisation le 10 décembre.

Cette dernière a été moins suivie. Elle a au moins permis de poursuivre la discussion dans les entreprises et montré qu'il y a des travailleurs qui ne comptent pas se laisser faire.

Pauvreté chez les travailleurs

En Martinique, près de 30 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 1 150 euros par mois. Cette réalité concerne 9 240 ménages de travailleurs pauvres, soit 22 800 personnes.

Ces chiffres, publiés par l'INSEE le 11 décembre 2025, confirment ce que les travailleurs vivent au quotidien : salaires trop bas, contrats précaires, chômage de masse. En Martinique, le taux de chômage reste plus élevé qu'en Hexagone et touche surtout les jeunes et les classes populaires.

Dans le même temps, le coût de la vie est en moyenne 40 % plus élevé qu'en Hexagone. Le logement et l'alimentation absorbent

une part croissante des revenus, et l'endettement des ménages explose. Selon les données de l'INSEE, les allocations représentent près d'un tiers du revenu des ménages pauvres, preuve que les salaires ne permettent pas de vivre dignement.

Voilà les dégâts du capitalisme. Un système basé sur l'enrichissement d'une minorité de patrons et de grands groupes, pendant que la majorité peine à survivre. Des familles s'endettent

pour manger, des parents sautent des repas pour nourrir leurs enfants, des travailleurs renoncent à se soigner faute d'argent. Pendant ce temps, l'argent existe bel et bien : il se trouve dans les poches des grands capitalistes, chez Hayot, Parfait, ou encore Bernard Arnault, dont la fortune est estimée à plus de 170 milliards d'euros.

Cette situation n'est pas une fatalité. Les travailleurs, qu'ils soient en emploi ou au chômage,

n'ont qu'une seule issue : aller chercher l'argent là où il se trouve. Cela passera par des mobilisations massives, par des grèves, capables de contraindre les riches à cracher au bassinet. Ces luttes peuvent ouvrir la voie à une perspective plus large : en finir avec ce système ignoble qu'est le capitalisme, qui condamne une large partie de la population à la pauvreté pendant qu'une minorité accumule des richesses indécentes.

Guadeloupe

Éducation : contre la violence, il faut surtout les moyens

Au sein et aux abords des établissements scolaires les actes de violence perdurent.

Le 10 décembre les enseignants du lycée professionnel Louis Degrès du Moule ont débrayé suite à l'agression d'une de leurs collègues par un élève qui l'a giflée après une remarque sur son comportement.

Au collège de Grand-Camp dans la nuit de mercredi 10 au jeudi 11 décembre, des personnes se sont introduites au sein du collège et ont commis des actes de vandalisme. Les enseignants ont refusé d'accueillir les élèves, les cours reprendront le lundi suivant. Ce n'est pas la première fois que le collège subit des actes de vandalisme. Il y a eu des actes d'incendie volontaire. Des élèves se font agresser pour des téléphones portables et des bijoux aux abords de l'établissement. Fin novembre deux enveloppes renfermant un cercueil miniature et de la poudre blanche ont été découverts dans la boîte aux lettres de l'école primaire Josette Jerpan à Grand-

Camp.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la dégradation du climat scolaire et les conditions de travail dans l'académie de Guadeloupe.

Il manque des postes d'enseignants, chaque année le rectorat en supprime. Les classes sont surchargées, les postes ne sont pas remplacés. Il existe un fort taux d'illettrisme en Guadeloupe, chaque année 1600 élèves sont en décrochage scolaire. De nombreux élèves ont des besoins pédagogiques spécifiques. Il manque des psychologues et des infirmières scolaires, des assistants d'éducation, des assistantes sociales, des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap). Comme pour l'ensemble des services publics utiles à la population, l'État réduit les moyens, cela a de graves conséquences dans bien des collèges et des lycées et pourrait rendre la situation plus

explosive. La violence à l'école est aussi la conséquence des problèmes de la société comme le chômage des jeunes. Pour lutter contre la violence à l'école, il

faudrait augmenter les moyens financiers et humains, mais aussi régler le problème du chômage.



Mobilisation des enseignants et des parents au collège Sadi Carnot, Pointe-à-Pitre, janvier 2025.

Visite de Darmanin aux Antilles : le gouvernement manie le gourdin

En visite aux Antilles du 5 au 9 décembre, Gérald Darmanin, le ministre de la Justice, a officialisé la construction de tribunaux, de prisons et le renforcement de la répression contre le narcotrafic.

Depuis plusieurs mois, la lutte

contre le narcotrafic est présentée comme la priorité de l'État. Dans nos territoires, la délinquance et le narcotrafic coïncident avec un taux de chômage élevé, une précarité accrue, de nombreux jeunes en échec scolaire et sans perspective. Chaque

année, deux tiers de jeunes d'une classe d'âge quittent le territoire pour faire leurs études ou tenter leur chance ailleurs pour échapper à cette réalité. L'État et ses représentants choisissent la répression. Ils ne s'attaqueront pas à la cause de ces

fléaux puisqu'ils sont les garants de l'ordre bourgeois qui maintient l'exploitation et la misère pour que quelques familles riches en profitent. L'État joue bien son rôle de chien de garde de la bourgeoisie.

Frais de représentation des maires : contrôle nécessaire !

Le journal en ligne Médiapart a publié une enquête sur les frais de représentation perçus par les maires en France. Il ressort que ceux de certaines communes de Guadeloupe et Guyane sont parmi les mieux lotis.

La maire de Petit-Bourg se voit octroyer une enveloppe de 20 000 euros annuels, comme celui de Rémire-Montjoly en Guyane. C'est plus que la maire de Paris ! Ceux du Moule et de Petit-Canal ont chacun 12 000 euros. Trois Rivières : 9472 euros, Goyave : 9 600 eu-

ros. Le Président de la communauté d'agglomération Cap excellence touche 10 000 euros. Ces enveloppes sont votées par les conseils municipaux, mais aucun justificatif de dépenses n'est exigé et peu de maires en fournissent. Ces frais viennent s'ajouter à de multiples disposi-

tifs répertoriés permettant au maire d'exercer sa fonction : frais de déplacements, frais de repas, d'hébergement liés à la fonction, aide à la personne telle garde d'enfant... Que couvrent donc les frais de représentation ? C'est assez mystérieux ! Dans un contexte où de nom-

breuses communes sont en déficit et où les dépenses de base telle la réfection des routes ne sont pas réalisées, c'est choquant. Un contrôle rigoureux de la population sur l'activité des élus et les finances des communes permettrait d'y voir plus clair !

Le Havre : les dockers bloquent un container d'armement

Le 3 décembre, les dockers du port du Havre affiliés à la CGT ont bloqué le chargement d'un container de matériel militaire destiné à une entreprise israélienne.

Il s'agitait de pièces produites par l'entreprise française Aubert et Duval. Elles devraient servir en Israël à la fabrication d'un obusier Sigma. Au mois de juin, les dockers du port de Fos-sur-Mer ont empêché le chargement de 14 tonnes de pièces détachées pour fusils mitrailleurs à destination d'Israël.

Le conteneur a été dérouté pour être chargé dans un autre port.

Du côté de l'entreprise française d'armement comme des intermédiaires (administration portuaire, compagnie maritime MSC) et du ministère des armées, rien ne filtre. Ces transactions se déroulent dans le secret total.

Selon Darmanin, ministre de la Justice, le gouvernement français ne livre pas d'armes à Israël. Il s'autorise officiellement

cependant à livrer des composants destinés à être intégrés dans des systèmes défensifs ! Belle hypocrisie de façade. Quant au contenu réel de ces conteneurs, armes prêtées à être utilisées ou pièces d'armement, c'est ni vu ni connu ! Cette année, neuf entreprises israéliennes ont été invitées à participer au salon de l'armement au Bourget, en France. Que les ca-

pitalistes français et européens contribuent au massacre des Palestiniens, ce n'est un secret pour personne.

Les actions menées par les dockers de Fos-sur-Mer et du Havre sont un petit exemple de ce que pourraient faire les travailleurs à une échelle bien plus large car ils assurent tout le fonctionnement de la société.

Martinique-Élections municipales 2026 : Combat ouvrier sera présent !

Les élections municipales se tiendront les 15 et 22 mars prochains. Nos camarades Gabriel Jean-Marie et Marie-Hellen Marthe-Dite-Surelly conduiront la liste à Fort-de-France, car il faut que le camp des travailleurs soit présent. Notre liste est en cours de constitution.

Sur notre liste, il n'y aura ni notables établis, ni politiciens qui aspirent à être de « bons gestionnaires » de la société actuelle. Il y aura des travailleurs du rang, des ouvriers et des employés, des retraités, des employés du commerce, des enseignants, des ouvriers agricoles, du BTP, des

infirmières, des jeunes révoltés, qui savent ce que veut dire vivre avec un salaire ou une pension insuffisants et ne plus pouvoir payer ses factures d'eau ou d'électricité.

Il faut nous représenter nous-mêmes, prendre la parole nous-mêmes, exprimer nous-mêmes

nos intérêts. Il faut nous rassembler contre le patronat et ses laquais politiques qui nous divisent. Si, comme nous, vous ne vous résignez pas et que vous voulez exprimer votre colère contre les politiciens, Macron et le grand patronat, rejoignez notre campagne !

Gabriel Jean-Marie conduira la liste à Fort-de-France

Aux côtés des femmes et des hommes qui seront présents sur cette liste, notre camarade Gabriel Jean-Marie est engagé quotidiennement dans le combat collectif contre l'exploitation. En 2025, il était aux côtés de ceux des Vedettes de Blue Line ou de la Saur, lors de leur longue grève pour se faire respecter et arracher de meilleures conditions de travail. Avec ses camarades, il

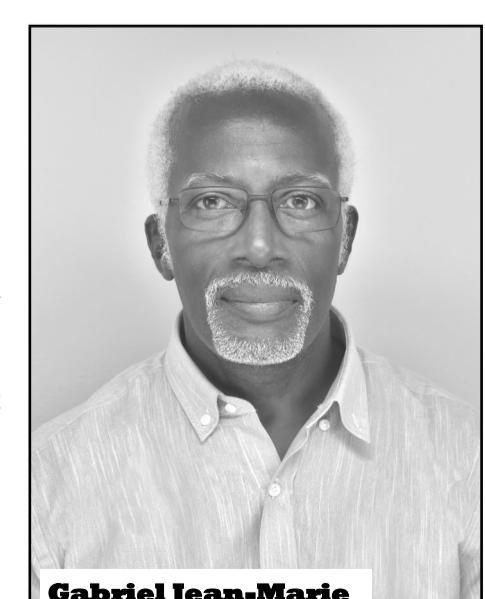
pense qu'il est urgent pour les travailleurs de renouer avec la perspective du communisme.

Qui est Gabriel Jean-Marie ?

Enseignant à la retraite, il est né en 1959 à Rivière Pilote. Il devient très tôt militant communiste révolutionnaire et adhère à Combat ouvrier. Il a été élu secrétaire général de son syndicat

dans l'Éducation nationale jusqu'à sa retraite. Depuis 2018, il est secrétaire général de la CGTM.

Membre de la direction de Combat ouvrier, il était aussi candidat aux élections régionales de 1986 et 2010 et à la CTM sur les listes de Combat ouvrier. Il était candidat dans la 3ème circonscription de Fort-de-France aux élections législatives de 2022.



Gabriel Jean-Marie

Épisode 3 : Combat ouvrier et les luttes des années 1970 en Guadeloupe et en Martinique

Nous avons vu dans les précédents numéros* comment des militants trotskystes antillais ont créé en 1965 à Paris la Ligue antillaise des travailleurs communistes. Après avoir milité plusieurs années dans l'émigration, ils décidèrent de retourner en 1971 en Guadeloupe, puis peu de temps après en Martinique.

Le 24 mai 1971, faisant suite au journal ronéoté *Lutte ouvrière*, sort aux Antilles le premier numéro du journal *Combat ouvrier*, un journal communiste révolutionnaire trotskyste qui « se donne pour but de défendre le point de vue de la classe ouvrière dans toutes les questions nationales et internationales. Nous voulons que nos analyses servent d'instrument au prolétariat pour sa libération définitive du joug capitaliste » (éditorial N°1).

La classe ouvrière au combat

Les militants de *Combat ouvrier* arrivèrent en Guadeloupe au moment des grandes grèves de 1971. Les travailleurs agricoles, soutenus par l'UTA (Union des travailleurs agricoles), se mettaient en grève en janvier 1971 contre les usiniers, contre un accord signé par certains syndicats, pour augmenter les salaires et augmenter le prix de la tonne de canne. Cette grève fut suivie par celle, massive, des travailleurs du bâtiment. Cette dernière fut une grève totale de plusieurs mois, celle des centaines d'ouvriers qui fabriquaient les grandes cités comme Grand-Camp. Les ouvriers étaient en majorité regroupés autour du syndicat Fraternité ouvrière (qui avait fait scission avec la CGT), et revendiquaient les 40 % de vie chère comme les fonctionnaires et de réelles augmentations de salaire. De grands meetings se faisaient sur le chantier de Grand-Camp et plusieurs fois à l'institut Vizioz (la fac de droit

de l'époque) à Pointe-à-Pitre.

En Martinique on nota aussi de nombreuses grèves, principalement dans le bâtiment, dans les hôpitaux et sur les plantations.

Ces grèves exprimaient une grande colère longtemps contenue.

Elles étaient menées par des dirigeants nationalistes qui avaient choisi de s'implanter là où il y avait de la grogne. La colère partait des conditions de vie de ces milliers de travailleurs. C'était une époque où les salaires étaient bien plus misérables que ceux, pourtant bas, d'aujourd'hui alors que les prix s'envolaient. On voyait par exemple le prix de l'huile doubler en seulement quelques semaines. Le salaire minimum était inférieur à celui pratiqué dans l'Hexagone, pour des journées harassantes. Le paiement se faisait à la tâche dans les champs. La canne était vendue à la richesse saccharine et non plus au poids, ce qui occasionna une véritable forfaiture des capitalistes usiniers. Les paysans pauvres n'avaient aucun contrôle. À disposition du patronat il y avait une armée de 50 000 chômeurs.

L'ordre colonial

La classe ouvrière combative arracha des victoires, mais elle se heurta à la répression coloniale.

Cette domination s'exprime d'abord dans le quotidien : bas salaires, racisme, mépris, lois coloniales. Les militants de *Combat ouvrier*, par exemple, ont exprimé leur solidarité avec



La grève des ouvriers du bâtiment en 1971 en Guadeloupe.

le professeur Yves Leborgne face à une loi coloniale injuste, l'ordonnance du 15 octobre 1960, qui interdisait aux fonctionnaires antillais « qui troubleraient l'ordre public » de travailler dans les dits départements d'Outre-mer, Guyane, Réunion, Guadeloupe, Martinique. En réalité il s'agissait surtout d'intimider les autonomistes ou indépendantistes. Certains courageusement refusèrent de quitter leur île et perdirent leur travail comme notamment : Armand Nicolas, Guy Dufond, Georges Mauvois et Walter Guitteaud, fonctionnaires et communistes de la Martinique.

Nous étions seulement quatre ans après « mai 1967 » marqué par un massacre et les réflexes meurtriers de la soldatesque coloniale n'avaient pas disparu. Tout pouvait arriver.

Lors des grèves de la canne en 1971, puis lors des mouvements suivants, les « képis rouges » patrouillaient dans les champs de canne à chaque récolte, armés de mitrailleuses. Les arrestations

de militants se multipliaient après les grèves et les manifestations. Il y avait même de nouvelles tueries, comme celle de février 1974 en Martinique.

L'atmosphère était donc lourde et étouffante. La liberté d'expression des militants révolutionnaires était elle aussi bafouée. Les premiers journaux de *Combat ouvrier* imprimés dans la région parisienne furent souvent bloqués à la douane sur ordre du préfet. Il arrivait aussi que des militants, simplement parce qu'ils vendaient le journal sur la place publique, soient interpellés par les gendarmes et emmenés dans leurs locaux pour un moment. Cela évidemment nuisait à la vente militante.

Dans les épisodes suivants, nous reviendrons sur les luttes de cette période en Martinique, sur la tuerie de « février 74 » et nos activités dans ces années 70.

*Retrouvez sur notre site internet les épisodes précédents :
<https://combat-ouvrier.com/>

Fort-de-France : des listes en ordre de bataille, pour une même politique !

Ces derniers jours, les annonces de candidatures sur Fort-de-France se sont multipliées.

Il y a celle de Francis Carole du Palima (Parti pour la libération de la Martinique), conseiller territorial du Gran sanblé pou Matnik, allié à Béatrice Bellay députée PS. Celle de Péyi-a avec Nathalie Jos, elle aussi opposante au maire de Fort-de-France. Le vendredi 12 décembre, Didier Laguerre, le maire PPM de Fort-de-France annonçait qu'il était investi par son parti le PPM pour briguer un 3ème mandat. Stéeve Moreau, ex conseiller adjoint au maire de Fort-de-France, a également annoncé sa candidature avec le

PLP (Parti pour le peuple) de Rodrigue Petitot.

Pour certains l'objectif est clair « sortir la ville capitale des griffes du PPM » Rien que ça ! Effectivement, le maire PPM Didier Laguerre a pris la succession de Serge Letchimy depuis 2013 qui lui-même la tenait d'Aimé Césaire en personne depuis... 2001. Le récent procès des deux élus pour un potentiel détournement de fonds au service de leur parti, assorti d'une possible peine d'inéligibilité prononcée en février prochain peut même rendre à leurs yeux

la démarche excitante.

Ces listes se retrouvent en grande partie sur le constat des insuffisances, voire de « l'abandon de la ville ». Comme si l'insécurité, la délinquance et le narcotrafic pouvaient être résolus à l'échelle de Fort-de-France et n'étaient pas liés à la pauvreté des quartiers populaires, au recul des services publics et à l'emprise du fric sur notre société ! La réalité, c'est que ces candidats aspirent au mieux à être de bons gestionnaires de la société telle qu'elle est, avec la domination du grand

patronat, l'exploitation, la loi du profit, de la concurrence et de la guerre économique qui va avec. Alors, les travailleurs et les masses laborieuses n'ont pas d'illusions à se faire sur de tels candidats.

La liste *Combat ouvrier* conduite par Gabriel Jean-Marie sera la seule qui permettra de dire que face aux bas salaires, aux prix qui flambent, à la diminution des transports en commun, face à toutes les complications, il n'y a pas d'autre choix que de se préparer à prendre directement dans les richesses capitalistes !

L'impérialisme américain se saisit d'un pétrolier vénézuélien

Le 10 décembre, les forces armées des États-Unis ont arraisonné au large des côtes vénézuéliennes un pétrolier géant, le Skipper, chargé de pétrole brut vénézuélien, dans une opération qui accentue dangereusement la pression impérialiste sur Caracas.

Cette action s'inscrit dans une série de mesures déjà prises par Washington dans sa campagne de sanctions et de harcèlement contre le gouvernement de Nicolás Maduro.

Pour l'impérialisme américain, il s'agit de frapper là où ça fait

mal : le but est de dissuader qui-conque voudrait acheter le pétrole vénézuélien au marché noir, d'isoler économiquement le pays et de se servir au passage. À la question d'un journaliste « *Qu'allez-vous faire du pétrole saisi ?* » Le président américain

répond tranquillement : « *On le garde, j'imagine* » demi-sourire en coin.

Nul ne sait si Trump ira jusqu'à envahir le Venezuela. Une telle opération déstabiliserait toute la région et aurait des conséquences sociales et économiques

désastreuses en Amérique du Sud.

Mais une chose est certaine : le sort des millions de travailleurs sud-américains importe peu face aux objectifs des impérialistes. ■

Prix Nobel de la paix pour une marionnette de Washington

Au Venezuela, Maria C. Machado est la principale figure de l'opposition à Nicolás Maduro.

Après avoir quitté clandestinement le pays en jet privé le 11 décembre, elle n'hésite pas, depuis Oslo en Norvège où elle a reçu le prix Nobel de la paix, à appeler à l'intervention des troupes américaines et à l'occupation de son pays. Peu importe, pour celle qui prétend défendre la démocratie, le prix à payer

pour les travailleurs vénézuéliens. Derrière son discours, Machado sert les intérêts de Washington. Le comité Nobel, en l'érigent en symbole, cautionne une politique de pression et de force qui ne promet qu'un nouveau désastre pour le peuple vénézuélien. ■



Mer de Chine : les impérialistes montrent encore leurs muscles

Des dizaines d'avions de combat, quatre porte-avions, des navires d'assaut de quatre pays différents (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Australie) se sont retrouvés pour un exercice militaire au large des Philippines.

Il s'agirait de la plus grosse manœuvre militaire conjointe dans ces eaux depuis 1945. Ces puissances totalisent la moitié des dépenses militaires mondiales. Plus de 2000 bases militaires

américaines quadrillent le monde, jusqu'aux frontières de leurs rivaux comme la Chine. Cet empire militaire considère que presque toutes les régions du monde lui appartiennent, dont le

Pacifique. Cet entraînement militaire met en joie les marchands d'armes et rassure les autres patrons. Pour nous c'est un avertissement ! Une armada internationale est déjà prête à en dé-

coudre : chaque année les démonstrations de force et les conflits se multiplient. Aucun travailleur de la terre n'a d'intérêt dans les guerres que nous préparent les capitalistes !

Martinique

Les émeutes de décembre 1959

Il y a 66 ans, la Martinique connaissait l'une des plus importantes révoltes populaires de son histoire. Pendant trois jours et trois nuits, du 20 au 22 décembre 1959, des jeunes affrontèrent les gendarmes et les policiers du pouvoir colonial à Fort-de-France.

Ces émeutes firent des dizaines de blessés et coûtèrent la vie à trois jeunes, tués par les forces de l'ordre.

Tout commence le dimanche 20 décembre 1959, lorsqu'un conducteur noir sur sa Vespa est percuté par la voiture d'un Blanc devant l'Hôtel de l'Europe près de la Savane. Le ton monte, une foule d'environ 500 personnes se rassemble. Les CRS interviennent violemment, attaquant manifestants et passants à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. Loin de calmer la situation, cette répression attise la colère. Majoritairement jeunes, les manifestants affrontent les forces de l'ordre, qui finissent par se replier. Jusqu'au milieu de la nuit, des groupes parcourent les rues de

Fort-de-France.

Le lendemain, lundi 21 décembre, des jeunes travailleurs et étudiants se regroupent à nouveau. Les CRS patrouillent armés de mitrailleuses pour intimider la population. À la nuit tombée, des voitures sont vandalisées, notamment autour de l'Hôtel de l'Europe, fréquenté principalement par des Blancs. Les affrontements reprennent. Les forces de l'ordre tirent : Christian Marajo, 15 ans, et Edmond Eloi Véronique, dit Rosile, 20 ans, sont tués. Des bâtiments symboles du pouvoir colonial sont attaqués à coups de pierres, de conques de lambi ou sont incendiés.

Le mardi 22 décembre au soir, les émeutes atteignent leur pa-

roxysme. Des barrages sont dressés sur le boulevard Général de Gaulle. Deux commissariats sont saccagés, le palais de justice attaqué. Vers 19h30, un troisième jeune, Julien Betzi, 19 ans, est abattu place Stalingrad, aujourd'hui place François Mitterrand. Pour écraser la révolte, le pouvoir colonial fait venir des renforts : gendarmes de Guadeloupe et gardes mobiles envoyés par le ministère des Outre-mer.

Ces émeutes exprimaient la colère d'une population frappée par la misère, le chômage et le racisme. À l'époque, plus de la moitié de la population avait moins de 20 ans, sans perspectives d'emploi ni de formation. Le coût de la vie était supérieur de 65 % à celui de la France, les

salaires ne suivaient pas, la mortalité infantile était dix fois plus élevée. La sous-alimentation touchait massivement les enfants et les jeunes, tandis que la moitié des logements étaient insalubres.

Bien que la Martinique soit devenue département en 1946, le système colonial perdurait : terres concentrées entre les mains des Békés, fermeture des usines sucrières, administration dominée par des fonctionnaires blancs. Aujourd'hui, si la situation sociale a évolué grâce aux luttes ouvrières, les séquelles du colonialisme, le chômage des jeunes et des scandales comme celui du chlordécone demeurent. Les émeutes de 1959 rappellent que ces injustices peuvent, à nouveau, nourrir de profondes révoltes populaires.

Annonce aux lecteurs

Exceptionnellement, le prochain numéro du journal ne pourra pas paraître le samedi 3 janvier 2026, mais le samedi 17 janvier prochain.

Chili

Kast, le candidat d'extrême-droite, élu président

Le candidat de l'extrême-droite, José Antonio Kast, a remporté assez largement, avec 58 % des voix, l'élection présidentielle au Chili, le 14 décembre. Il était opposé à Jeannette Jara, candidate communiste soutenue par la gauche.

Le père de Kast est un allemand ayant servi dans la Wehrmacht et membre du parti nazi qui a émigré au Chili après la seconde guerre mondiale. Son frère a été ministre sous la dictature du général Pinochet et président de la Banque centrale.

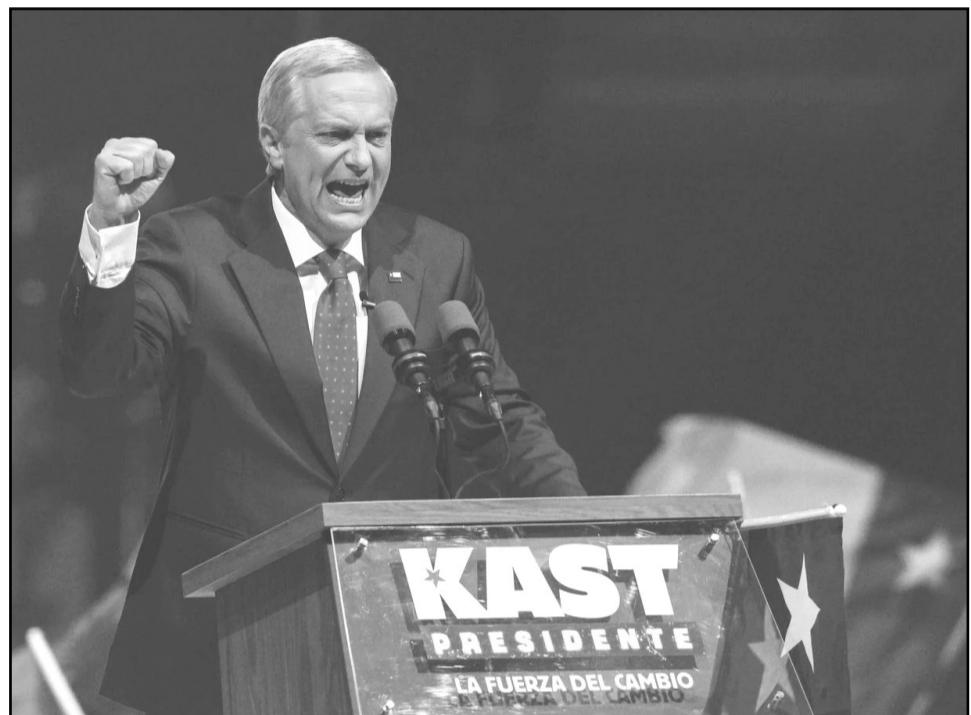
En 2019, un large mouvement populaire a conduit au pouvoir la gauche, avec comme président Gabriel Boric. Ce dernier a fait de grandes promesses d'améliorer le sort de la population et de faire du Chili un « État social ». Mais ces promesses n'ont pas été tenues.

Jeannette Jara, qui fut ministre du Travail, a dû assumer le bilan de son prédécesseur, bien qu'essayant de s'en démarquer. La population, dont les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader, avec une forte inflation et

un important taux de chômage, a donc sanctionné celle qui est apparue comme l'héritière de ce gouvernement. Comme souvent, la prétendue « gauche », a en fait mené la même politique que la droite.

Il est certain que la situation ne sera pas meilleure avec Kast, qui est antiféministe, raciste envers la population d'origine, les Mapuches, xénophobe et partisan d'une politique « sécuritaire ». Il est bien sûr aussi partisan de l'ultra-libéralisme et opposé aux organisations ouvrières.

Les travailleurs et la population pauvre du Chili n'ont d'autre issue que de s'organiser dans un parti qui leur soit propre, un parti ouvrier communiste révolutionnaire, pour sortir de la fausse alternative entre l'extrême-droite et une prétendue gauche pro-



José Antonio Kast, candidat d'extrême-droite, élu président du Chili, le 14 décembre 2025.

capitaliste. Ce parti n'existe pas, il est à créer.

Haïti

Malgré la crise, des ouvriers résistent aux attaques patronales

Au parc industriel de Port-au-Prince des ouvriers en grève bloquent la fermeture d'une entreprise.

L'emprise des gangs n'empêche pas les patrons des entreprises qui sont encore en activité de faire leurs profits par tous les moyens. La rançon qu'ils payent au chef de gang qui contrôle la zone, ils la répercutent sur les ouvriers en baissant les salaires et en augmentant les cadences.

Mais tous les travailleurs ne baissent pas la tête et essaient de s'opposer collectivement aux mauvaises conditions de travail. Ainsi des ouvriers du secteur textile dans le parc proche de la frontière dominicaine ont mené deux semaines de grève et de manifestations au cours du mois d'octobre. Ils ont réussi à faire

reculer le patron qui voulait opérer des prélevements sur leur salaire.

De même il y a eu des débrayages au parc industriel à Port-au-Prince et en réplique le patron a fermé l'usine. C'est une de leurs pratiques : du jour au lendemain l'usine est fermée et les ouvriers trouvent la barrière gardée par une milice armée pour repousser les demandes d'indemnisation des ouvriers.

Ainsi depuis le 9 décembre les ouvriers de l'entreprise de textile Centri Group à Port-au-Prince sont en mouvement. Le patron prévoit de fermer l'entreprise pour s'installer dans le nord,

dans une zone plus sécurisée. Ce patron voulait déménager les machines en catimini, mais les ouvriers ont eu vent de la nouvelle. Ils occupent une partie stratégique de l'usine et empêchent ainsi le transfert des machines. Ils réclament leurs indemnisations de licenciement. Ils s'organisent pour maintenir un piquet de surveillance nuit et jour. Ils continuent le mouvement, appelant un maximum d'ouvriers à participer à la gestion de la grève.

La capitulation des patrons dépend de cette mobilisation et de sa gestion par les grévistes eux-mêmes.

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de....mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS

Combat ouvrier

1111 Rés. Matélyane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS
Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matélyane, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>